

MOZAMBIQUE UN NOUVEAU BRESIL

C'est à qui joue au plus malin, du Portugal et de l'Afrique du Sud, pour spolier les Africains.

● Au cours de l'année 1957, un groupe de 103 familles portugaises, ayant reçu des attributions gratuites de terres cultivables, s'installaient dans les nouvelles colonies de la basse vallée du Limpopo, au sud du Mozambique. Les routes, les installations, les logements avaient été fournis par l'administration coloniale.

Le processus est bien connu : il s'agissait de tenter, dans cette région africaine, l'installation d'une colonisation de peuplement. Les plans prévoient maintenant l'implantation d'un million de Blancs dans la riche vallée du Zambèze.

Va-t-on vers la réalisation des rêves du vieux Salazar, qui avait médité de faire « deux nouveaux Brésils » des « provinces africaines » de l'Angola et du Mozambique ? Il semble bien que le gouvernement Caetano soit décidé à pousser activement l'ambitieux projet que n'avait pu mener à bien son prédécesseur.

Il fallait donc, pour ce faire, amener des colons, et ce n'était pas le plus difficile. Mais il avait surtout fallu rassembler des fonds considérables afin de lancer de vastes projets d'équipement et d'industrialisation. Et ce n'était pas le Portugal, lui-même sous-développé et accablé par les dépenses militaires, qui pouvait y pourvoir seul. Comment trouver des bailleurs de fonds qui acceptassent d'assumer l'effort financier en tenant compte du risque de la présence hostile des Africains représentés par le Frelimo et ses combattants ?

De premiers contacts, tentés en Allemagne fédérale, du temps de Salazar, n'aboutirent pas. Certes, la Banque mondiale assurait bien à Lisbonne un prêt important pour engager la première phase des travaux de Cabora Bassa, « le plus grand barrage d'Afrique ». Mais, après qu'une mission d'experts de la Banque fut venue inspecter le site de la vallée

Zambèze, la verdict fut implacable : pour que le projet fût économiquement et financièrement viable, il faudrait que le futur barrage tournât au maximum de sa puissance dès la fin des travaux. Mais que faire de toute cette énergie dans un Mozambique peu développé et privé, dans l'immédiat, de toute structure pouvant utiliser une telle production ?

Les deux écoles

On semblait tourner en rond lorsque la solution sembla venir du Sud.

Il se révéla, en effet, que l'Afrique du Sud réunissait la plupart des conditions requises. Le pays était riche, mais il rencontrait des problèmes quant à ses ressources énergétiques. Dès 1966, l'Afrique du Sud consommait, en effet, à elle seule plus d'électricité *per capita* que le Japon et l'Italie réunis.

Certes, la production d'électricité croissait-elle de 8 % chaque année, mais les besoins de l'industrie allaient encore plus vite. Or l'Afrique du Sud manque de réserves hydrauliques et elle ne dispose, grâce à son charbon, que de centrales thermiques. En attendant l'avènement, encore lointain, des centrales nucléaires — pas avant 1978 — il fallait trouver autre chose.

En ce temps-là, il y avait cependant deux écoles à Pretoria. La première, celle des « conservateurs », préconisait

encore un accroissement des centrales thermiques. Les « modernistes », au contraire, voyaient beaucoup plus loin et prônaient l'établissement d'une chaîne de centrales hydrauliques à l'échelle de l'Afrique australe tout entière.

Sur le plan politique, les dirigeants de l'Afrique du Sud partageaient, avec les Portugais, le même antagonisme contre les Africains. Et le développement du Front de Libération du Mozambique (Frelimo), sous la direction du regretté Edouardo Mondlane, commençait à les inquiéter sérieusement. D'autant plus que la guérilla opérait justement dans cette province de Tete où devait être érigé Cabora Bassa.

En novembre 1967, le Premier ministre sud-africain, John Balthasar Vorster, avait confié une mission d'information au Mozambique à J.A. Gerdener, administrateur de la province du Natal. Celui-ci revint pessimiste.

« Il ne faut pas croire, dit-il, que le Portugal peut demeurer pour toujours en Angola et au Mozambique. Le coût de la guerre étant pour ce petit pays un fardeau très lourd... »

« Ainsi, poursuivait-il, si Lisbonne est amenée à retirer les hommes qu'elle maintient au Mozambique et en Angola, les frontières de l'Afrique du Sud seront largement ouvertes au terrorisme et nous nous trouverons impliqués, nous-mêmes, dans un conflit armé en quelque mois peut-être quelques semaines. »

Une fois dans la place...

Gerdener déclarait, en guise de conclusion, « ne pas sous-estimer les forces des terroristes. L'aide financière et militaire qu'ils reçoivent, disait-il, croît sans cesse. Leurs objectifs ne se limitent pas aux Portugais et aux Rhodésiens ; leur ardeur est soulignée par le fait qu'ils se battent maintenant depuis sept ans pendant lesquels ils ont réussi à étendre leurs activités à de nouveaux fronts. Tout cela, il faut en tenir compte... Car, dit-il, rien ne ferait mieux l'affaire des ennemis de l'Afrique du Sud que de voir ce pays engagé dans un conflit semblable à celui du Viêt-nam. »

L'analyse de la situation montrait donc l'avantage réciproque d'une entreprise commune entre Pretoria et Lisbonne.

Les Portugais trouvaient là un allié riche, décidé comme eux à éliminer les Africains, et dont les besoins impérieux en énergie électrique permettraient d'écouler la production de Cabora Bassa... donc d'entreprendre les travaux.

Les racistes du Sud trouvaient un accès à l'utilisation des immenses ressources hydrauliques de leurs voisins. Ils pensaient bien, en même temps, une fois dans la place, pouvoir intervenir efficacement contre le Frelimo, investir, et qui sait, plus tard, voir ce qu'on pourrait faire de ces Portugais dont la métropole est bien lointaine.

Toutefois, le mariage tarda un peu du fait de réticences communes.

A Pretoria, le différend entre « conservateurs » et « modernistes » n'avait pas encore été tranché. Cependant qu'à Lisbonne, le méfiant Salazar hésitait à franchir le pas, ayant flairé les ambitions africaines un peu trop voyantes des gens de l'*apartheid*.

L'homme qui fit pencher la balance était feu le Dr Henry Van Eck. Animateur des « modernistes », il dirigeait également l'« Industrial Development Corporation » (I.D.C.), puissante entreprise para-gouvernementale d'investissement

industriel. Van Eck avait notamment réalisé la création de la S.A.S.O.L., la plus grande usine du monde de carburant synthétique, à base de houille, qui mettait le pays à l'abri de très improbables — mais éventuelles — sanctions exécutives des Nations unies contre les tenants de l'*apartheid*.

La première manche

L'idée de Van Eck, soutenue par le professeur Midgley, de l'université du Cap, consistait à créer une chaîne de centrales électriques couvrant le Lesotho, le Botswana, le Swaziland, l'Angola, le Mozambique, la Rhodésie et même la Zambie, au profit de l'Afrique du Sud.

Le Dr Van Eck multiplia les missions, au Mozambique, puis à Lisbonne. Il parvint à déjouer, dans son propre pays, la méfiance de certaines grandes municipalités, comme celle de Johannesburg, réticentes face à un projet à leurs yeux trop centralisateur ou trop coûteux.

En avril 1968, ce fut l'« opposition » anglophone de sir Villiers Graaf qui se ralliait au projet. Et, quelques jours plus tard, Vorster annonçait officiellement qu'il avait signé l'accord de principe pour l'achat de la production d'électricité du futur complexe de Cabora Bassa.

N'avait-il pas déclaré, quelques mois plus tôt :

« Les infiltrations des terroristes ont renforcé notre conviction. Notre tâche aujourd'hui est d'assurer que l'Afrique australe tout entière soit un bastion du monde libre, et pour ce faire nous sommes plus que jamais décidés à lutter contre cette forme de gangstérisme, ici et ailleurs, quand nous serons appelés à le faire. »

Le Dr Van Eck avait gagné son pari. Il appartient maintenant aux Africains, prévenus, de remporter la seconde manche.

A. de B.